



# NOTE DE LECTURE

***L'Europe, avenir de l'industrie française***, Jean-Pierre CLAMADIEU, Cherche Midi, mars 2022

***La désindustrialisation de la France***, Nicolas DUFOURCQ, Odile Jacob, juin 2022

La France fait, depuis quelques années déjà, le constat amer des dégâts de la désindustrialisation sur son économie, son état d'esprit, sa place dans le monde.

Le décrochage est déjà ancien mais les dépendances exacerbées par la COVID-19 ont servi d'électrochocs. La réindustrialisation est devenue un mot d'ordre, d'autant que Chinois et Américains ne font pas de cadeaux à l'Europe.

Deux ouvrages publiés l'an dernier donnent chacun un coup d'œil particulier à cette question de la désindustrialisation et de la tentative de réindustrialisation de la France.

L'Europe, l'avenir de l'industrie française, le court essai très personnel de Jean-Pierre CLAMADIEU se veut mobilisateur à travers de grands projets, comme aux débuts de la Vème République, conçus et menés dans le cadre de l'Europe, pour la taille de son marché et ses valeurs humanistes. L'ouvrage de Nicolas DUFOURCQ, la désindustrialisation de la France 1995-2015 choisit une autre approche. Il fait aussi appel à son

expérience et à celle de 47 personnalités françaises, mais se livre à un diagnostic approfondi de ce que Alain PEYREFITTE en son temps (1976) dénommait le Mal français, qui déplorait les « divisions et l'impuissances » de la France. Ce

## L'EUROPE, AVENIR DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

JEAN-PIERRE CLAMADIEU



“ Halte aux déclinistes !  
Reconstruisons ensemble  
une industrie française forte  
dans une Europe conquérante.”



mal français qui fait que la France se dérobe devant l'obstacle des réformes, alors que le monde bouge de manière accélérée.

Les livres de Jean-Pierre CLAMADIEU et Nicolas DUFOURCQ sont à lire en parallèle car, dissemblables à bien des points de vues, ils partagent le même objectif : redonner goût à la croissance par l'industrie en acceptant le prix pour préserver notre modèle social.

\*\*\*

Président du Conseil d'Administration de ENGIE après avoir veillé aux destinées de SOLVAY et de RHODIA, Jean-Pierre CLAMADIEU fait part, dans l'essai publié au printemps dernier au Cherche-Midi, de ses convictions, telles qu'affichées sur le bandeau de couverture : halte au déclinisme, retrouvons le volontarisme des grands projets industriels, cela au sein d'une Europe qui doit exister par ses valeurs sociales, entre une Amérique financiarisée et une Chine étatisée.

À l'heure où les grandes manœuvres s'accélèrent entre Chine, États-Unis

et Europe pour créer, attirer ou retenir les investissements d'avenir, la lecture de ce court essai est instructive venant d'un grand entrepreneur à la riche expérience industrielle et internationale.

Partant d'une affirmation qui se veut un constat, et contrairement à ce que colportent les déclinistes, les atouts de la France sont plus nombreux que ses faiblesses. Il ne faut pas ignorer les secondes pour exploiter mieux les atouts, au travers de grands projets mobilisateurs.

Pas de procès mais un constat. La France a perdu, en cinquante ans, 2,5 millions d'emplois industriels et peut être qualifiée de « championne des délocalisations ». Au-delà des emplois, c'est une façon de vivre ensemble, des paysages qui ont disparu. 60% des Français en sont venus à considérer la mondialisation comme une menace et à 80% que notre pays est en déclin.

Pas de recherche de responsabilités dans l'ouvrage, même si des décisions prises par l'État français ont donné un coup d'arrêt à ce qui aurait pu être de nouvelles prouesses technologiques et industrielles comme l'ont été le TGV, l'électronucléaire ou AIRBUS.

Il est impératif de retrouver une ambition autour de grands projets mobilisateurs, de ne pas à céder à l'appel des sirènes du protectionnisme, du repli sur soi. Tout en niant pas la désindustrialisation de la France, il ne faut pas oublier nos grands champions internationaux, notre tissu de PME et d'ETI qui, directement ou indirectement, représentent 7,5 millions d'emplois.

Seule la croissance, le développement, l'innovation et la technologie pourront résoudre la crise planétaire.

Il faut s'y engager résolument et, pour Jean-Pierre Clamadieu, l'obligation de Responsabilité Sociale et environnementale est un moteur de l'entreprise, une puissante opportunité de rassembler tous ses acteurs autour d'objectifs, de grands projets, qui obligent tous à se dépasser.

Mais, pour y parvenir, l'Europe paraît le seul échelon pertinent d'autant que, par les décisions prises ces dernières années pour lutter contre le réchauffement climatique, elle est un exemple dans la transition écologique.

Elle est également un modèle social équilibré, humaniste, fondé sur la place, le respect accordés à l'individu. En Chine, c'est l'État qui domine la personne et la contrôle étroitement ; aux États-Unis, c'est le marché qui ramène l'homme à une unité de travail, à un homo economicus, en quelque sorte. On embauche et on licencie sans état d'âme.

Dans ce triangle de compétition, la question des normes est, pour Jean-Pierre CLAMADIEU essentielle car c'est à travers elles que l'Europe peut faire adopter et appliquer des règles, des standards à l'échelle du monde. Sans quoi, l'Europe sera sur le banc de touche.

Pour cela, l'Europe doit voir loin et ne pas répondre de manière simpliste, comme cela est apparu dans les débats sur la « taxonomie des investissements », où les positions de certains manquent de réalisme et de vision. Nucléaire et gaz ont leur part irremplaçable dans la transition énergétique, tout comme l'évolution de techniques traditionnelles afin que celle-ci répondent aux exigences écologiques. Pragmatisme est le maître mot de l'efficacité.

A côté de ses valeurs qui doivent la servir sur la scène mondiale, l'Europe se doit de relever son effort de R/D qui, en valeur, est pratiquement la moitié de celui des États-Unis et, en pourcentage du PIB, bien inférieur à celui de la Corée du Sud. La formation aux métiers de l'industrie, à tous les niveaux, est indispensable. La Chine forme annuellement 4 millions d'ingénieurs, l'Inde 2 millions, la France 40 000, l'Europe moins de 500 000.

Il faut également que l'Europe soit une terre de projets. Cela commence à être le cas pour les batteries et devrait le devenir pour l'hydrogène sur lequel l'auteur insiste car l'Europe lui paraît présenter tous les atouts pour valoriser cette molécule. D'autres opportunités existent dans la santé ou le numérique, par exemple. L'ouvrage se termine par une profession de foi dans le progrès, pas dans la tentation du repli, du sur-place.

Les convictions de Jean-Pierre Clamadiou viennent de sa formation d'ingénieur, de son expérience de la gestion d'entreprises difficiles et, plus profondément comme il le rappelle, de son milieu familial, de

son père cheminot pour qui la « vie du rail » était aussi celle de la France.

Bien sûr, l'essai ne s'attarde pas sur les obstacles qui dressent devant l'Europe mais ce n'est être décliniste que de voir les obstacles qui se dressent face à une telle ambition.

Les grands projets européens cités dans le livre ont été rendus possibles par l'action déterminée de quelques personnalités et de quelques nations et considérés d'emblée comme des priorités nationales et s'inscrivant dans une compétition internationale sans ménagement. La France est à l'origine de bon nombre de ces projets par sa culture d'entreprise hybride, publique et privée, l'Allemagne va vu en s'y ralliant un moyen de combler les handicaps de sa défaite militaire, le Royaume-Uni fluctuant au gré de sa politique intérieure et étrangère. L'histoire de AIRBUS est instructive sur les ingrédients à réunir pour hisser un projet européen au premier rang de l'aéronautique mondiale.

Après une longue période de cécité et l'électrochoc de la COVID-19 aidant, les choses bougent en Europe et vont dans le bon sens. Mais, il n'est pas sûr que le nouveau choc de la guerre en Ukraine produise les

mêmes effets et que l'Europe en ressorte renforcée dans sa cohésion, ses atouts économiques, sa place dans le monde. On peut craindre le contraire.

S'agissant de la compétition des modèles, le modèle européen n'est pas forcément la référence obligée des populations mondiales. Le modèle américain présente de très grandes injustices et faiblesses mais il a pour lui son attractivité économique et technologique, sa fluidité, son unité territoriale qui permet de traiter différemment les risques de fragmentation qui font si peur en Europe et sa prééminence dans les rapports de force.

Pour relever les défis chinois et américain, la confiance dans l'avenir est un impératif et passe pour Jean-Pierre Clamadieu, par une ambition plus haute, des projets de grande envergure et, finalement, par la capacité des dirigeants européens à en créer les conditions.

\*\*\*

Publié au même moment, l'ouvrage de Nicolas DUFOURCQ, la Désindustrialisation de la France 1995-2015, est également un livre engagé qui établit un diagnostic sans concessions des pathologies qui ont provoqué la désindustrialisation de la France, la plus forte enregistrée en Europe.



Des dizaines de chefs d'entreprise, de syndicats, de politiques et de hauts responsables politiques ont été conviés à cet exercice de vérité.

Il s'en dégage que la raison principale de l'affaiblissement industriel de la France est en France, non dans l'euro, la Commission Européenne ou la mondialisation, même s'ils ont pu jouer un rôle de catalyseur ou de révélateur pour un pays mal préparé.

Les causes de ce déclin industriel sont multiples et les responsabilités partagées avec des décisions de toute nature qui ont plombé la compétitivité française : charges sociales, fiscalité, relation au travail changée avec les 35 heures, fausses bonnes idées sur les bienfaits de la tertiarisation de l'économie, etc.

Le contraste avec l'Allemagne est bien sûr frappant. Elle a su utiliser l'euro pour asseoir sa compétitivité, son mittelstand pour résister à la délocalisation, son système d'apprentissage et le dialogue social, etc.

Tout ceci est bien établi et rend compte de la perte de substance économique de la France depuis 20 ou 30 ans.

Mais, le diagnostic, pour inquiétant qu'il soit, ne débouche pas sur la résignation mais sur la réaction, l'action...

L'approche est ici bien différente de celle avancée dans l'ouvrage de Jean-Pierre CLAMADIEU, non pas incompatible mais complémentaire.

Comme l'indique Claude BEBEAR dans son témoignage, il faut des perspectives et un marché élargi. Un marché de 70 millions de personnes n'est plus à l'échelle des défis du monde.

Il faut à la fois afficher cette ambition et appliquer des remèdes pointillistes, difficiles à faire accepter et mais sans lesquels la réindustrialisation est un vain espoir.

Dans ses conclusions, Nicolas DUFOURCQ rappelle que nous

sommes dans un monde de compétition renforcée et que les projets de réindustrialisation des pays européens, notamment ceux de l'Allemagne, ne sont pas compatibles entre eux. Le plan ALTMAIER de 2019 fixe comme objectif la part de l'industrie de 20 à 25 % dans le PIB allemand (13 % en France, 20 % en Espagne). Dans un monde qui, du Japon aux États-Unis, de l'Afrique du sud à la Suède, ne songe qu'à se réindustrialiser, l'industrie exige des montants colossaux (10 à 20 milliards de dollars pour une usine de fabrication de semi-conducteurs de pointe, comment ne pas craindre les effets d'évictions. La question du Nationalisme économique allemand est posée dans certains témoignages avec ce mélange d'attirance et de prévention qui donne à la relation franco-allemande sa dialectique dont il faut sortir par le haut.

**Serge DEGALLAIX**  
Ancien Ambassadeur  
Directeur Général de la FPI